

Migrants/réfugiés : démarches administratives et juridiques selon les situations

OBJECTIFS

- ▶ Acquérir des connaissances permettant de mieux appréhender et comprendre les différentes problématiques des personnes en situation irrégulière (vécu et parcours).
- ▶ Savoir se repérer dans le cadre légal pour mieux pouvoir les accompagner dans l'accès à leurs droits sur le territoire français.

Méthodes pédagogiques :

Autoévaluation en amont de la formation
Recueil des attentes
Recueil des attentes. Études de cas, apports théoriques, législatifs
Remise d'un support écrit. Fin de stage : évaluation des acquis

Personnes concernées / Prérequis :

Tout personnel intervenant auprès de migrants/réfugiés : travailleurs sociaux, CESF, Ass Sociaux, personnels administratifs de CCAS ou d'associations de solidarité

Animation : Conseil en action sociale, spécialiste des situations d'exil

Nombre de participants : 12 personnes maxi

Durée : 3 jours, soit 21 heures

INTRA

Cette formation peut être organisée dans votre établissement avec un tarif groupe.

Lieu

 LA ROCHELLE (17) Du 11/12/2024 au 13/12/2024

Sessions programmées

Droits d'inscription

1130 €



PROGRAMME *Catalogue 2024*

- ▶ La demande d'asile
 - cadre légal et origine du droit d'asile
 - parcours du demandeur d'asile : du pays d'origine à l'obtention du statut de réfugié (SPADA, Préfecture, demande d'asile, dossier OFPRA, récit de vie...)
 - les différents types de procédures/le recours à la CNDA
 - les droits des réfugiés : CMUC, RSA, droit au travail durant la procédure, CADA...

- ▶ Les personnes en situation irrégulière
 - public, statistiques et contextes d'immigration en France
 - abrogation du délit de séjour irrégulier/abrogation du délit de solidarité
 - droits des personnes en situation irrégulière : AME, aide juridictionnelle, scolarisation des enfants, IVG, domiciliation administrative, mariage, PACS, déclaration d'impôts, Protection de l'enfance, droit au compte bancaire, DAHO...
 - la question des MNA (Mineurs Non Accompagnés) pris en charge par l'ASE

- ▶ Problématiques rencontrées dans l'accompagnement
 - absence logement/revenus, barrière de la langue : pauvreté et exclusion
 - difficultés dans l'accès aux droits : RDV en Préfecture, réticence des institutions à scolariser les enfants, à domicilier, hébergement d'urgence
 - peur de l'OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français)

- ▶ La régularisation
 - les différents types de titres de séjour existants
 - le rapprochement familial/la nationalisation
 - le rôle du travailleur social dans l'accompagnement des démarches en Préfecture

